

## Décodage La méthode «Aarhus»

## Thérapie pour djihadistes

La Suisse envisage de mener un programme de déradicalisation. L'exemple danois intéresse

Sophie Roselli

Quand les djihadistes européens rentrent au bercail, passant par la case prison ou pas, qu'en est-il de leur réinsertion? Et en amont, comment éviter le départ de certains jeunes? Ces questions préoccupent de nombreux pays, dont la Suisse, qui évalue depuis peu les rares programmes de déradicalisation et de contre-radicalisation existants. L'un d'eux, expérimenté à Aarhus, deuxième ville du Danemark, a fait l'objet d'un atelier et d'une présentation le 18 mars, au Palais des Nations à Genève, auxquels trois policiers genevois ont participé. Une première en Suisse, à l'initiative de l'Institut international pour la paix, la justice et les droits humains, une ONG genevoise. Dans un contexte où les législations se durcissent, la voie de la réinsertion laisse sceptique.

Mis en place en 2007 après les attentats de Londres, adapté depuis les événements en Syrie, le «modèle Aarhus» repose sur une collaboration atypique entre les services sociaux, l'école et la police.

«Penser que l'on peut déradicaliser ceux qui ont pris les armes, participé à des exactions, est illusoire»



**Jean-Paul Rouiller**  
Directeur  
du Centre genevois  
d'analyse du terrorisme

«Nous ne sommes pas là pour les empêcher d'être critiques. Mais il faut les rendre capables de vivre en démocratie»



**Preben Bertelsen**  
Professeur  
en psychologie  
à l'Université d'Aarhus

D'où la diversité des intervenants: deux policiers, un assistant social, un psychologue, un tuteur principal et vingt tuteurs, dont des musulmans. «Il est envisagé de faire appel à d'anciens djihadistes comme tuteurs. Cela prendra du temps. Tout dépend de leur évolution personnelle. Et ils devront suivre une formation de six mois», indique Preben Bertelsen, professeur en psychologie à l'Université d'Aarhus, l'un des pères du programme, venu présenter cette approche à Genève.

Quant aux bénéficiaires, ils doivent être volontaires. «Devrait-on les forcer? La question fait débat actuellement au Danemark», remarque le professeur.

## Les «ramener à la société»

Le programme dit de «sortie» est ouvert aux combattants islamistes, contactés par la police dès leur retour. Une évaluation de leur traumatisme et de leur niveau de radicalisation est proposée. Encadrés pendant des mois par un tuteur, ils sont amenés à définir un objectif réaliste, comme la recherche d'un travail ou d'une formation. On leur apprend à structurer leur vie quotidienne, en s'appuyant sur leur réseau amical, familial. «Nous es-



**Djihadistes européens**  
Un combattant islamiste filme ses camarades qui défilent le 30 juin 2014 dans les rues du nord de la province de Raqqah, en Syrie. REUTERS

sayons de renforcer leur réseau social, détaille Preben Bertelsen. Car ceux dont les obligations sociales sont faibles ont moins à perdre.» En clair, le processus vise à leur donner des clés pour intégrer la société. Il ne s'agit pas de reprogrammer ces personnes, nuance Preben Bertelsen, qui précise: «Nous ne sommes pas là pour les empêcher d'être critiques. Mais il faut les rendre capables de vivre en démocratie.» L'espoir consiste à les «ramener à la société». Cependant, l'approche peut surprendre. «La radicalisation politique, religieuse ou d'identité culturelle n'est pas un problème en soi, tant qu'elle reste légale», relève le psychologue.

L'autre volet du programme concerne la prévention. Il est destiné aux jeunes en voie de radicalisation afin d'éviter le développement d'un comportement à risque, voire un départ vers la Syrie ou l'Irak. Les parents concernés peuvent être conseillés. Un atelier a été mis en place dans les écoles. Un dialogue a été initié avec la mosquée de la ville.

Comment évaluer l'efficacité de cette

méthode? Difficile à dire. Preben Bertelsen assure que «les deux programmes, de prévention comme de déradicalisation, sont un succès». Les départs vers les zones de combat en Syrie ont diminué de façon significative, affirment les autorités de la ville, contactées par e-mail. En 2013, trente habitants d'Aarhus sont partis, contre un seul en 2014 et trois depuis le début de 2015, à leur connaissance.

Certains participants au programme sont néanmoins retournés sur le terrain, apprend-on. «Mais ils peuvent faire passer le message: s'ils veulent rentrer, réintégrer la société, ils n'auront pas seulement affaire à la police. Ils pourront être aidés, en retournant à l'école par exemple», précise Preben Bertelsen.

## Utile ou trop angélique?

Une méthode utile ou trop angélique? Jean-Paul Rouiller, directeur du Centre genevois d'analyse du terrorisme, également invité à s'exprimer sur le sujet au Palais des Nations, se montre sceptique. «Le principe est intéressant pour stopper

la radicalisation de certains jeunes susceptibles de partir. En revanche, penser que l'on peut déradicaliser ceux qui ont pris les armes, participé à des exactions, est illusoire.» L'ancien fonctionnaire du renseignement et de la police judiciaire fédérale perçoit deux écueils au programme de «sortie»: «Il n'est pas si simple de dire à une personne endoctrinée qu'elle s'est trompée. Et comment peut-on être certain que sa conviction puisse être infléchie pour en faire un facteur neutre?»

Fort de ses vingt ans d'expérience dans le domaine du terrorisme, il pense que la mission est souvent impossible. Car il voit revenir régulièrement les mêmes personnages, suisses ou étrangers. Peu convaincu par l'idée de pouvoir déradicaliser certains, «il faut néanmoins l'envisager au cas par cas et tenir compte du stress post-traumatique qui peut en faire des bombes à retardement».

Un point le fait bondir: l'idée que le radicalisme dur n'est pas problématique tant qu'il reste légal. «Certains sont passés maîtres dans l'art de l'ambiguïté. Si ce

n'est pas eux qui partent, ils encouragent d'autres à partir», constate-t-il.

La «méthode Aarhus» soulève bien des questions mais suscite l'intérêt de pays comme la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis. Et la Suisse? «La task force Tetra (ndlr: pour Terrorist travellers) évalue actuellement, parmi d'autres mesures, l'éventuelle mise en place d'un programme de déradicalisation et de contre-radicalisation dans notre pays», explique Alexander Rechsteiner, préposé à l'information de l'Office fédéral de la police. Dans ses travaux d'évaluation, la task force s'intéresse bien sûr aux expériences de tels programmes menés en Europe. Elle prend également en compte les travaux du programme national *Jeunes et violence*.

Ce programme réunit depuis 2011 Confédération, cantons, villes et communes dans l'objectif d'améliorer l'efficacité des mesures de prévention de la violence. Qui des cantons ou de la Confédération pourrait mettre en œuvre un tel projet? Ce point «fait aussi l'objet de l'évaluation en cours».

## Le djihad n'est pas qu'une affaire d'hommes

● Comment expliquer l'engagement dans le djihad de femmes nées et socialisées en Occident? C'est l'objet du travail de Géraldine Casutt, chercheuse à l'Université de Fribourg, préparant un doctorat en sociologie des religions, invitée le 18 mars à s'exprimer au Palais des Nations à Genève. «Il n'y a pas de profil type de la femme djihadiste occidentale, ni de l'homme d'ailleurs. Le djihad est sorti des banlieues pour toucher des classes moyennes. Les filles sont souvent bonnes élèves et n'ont pas de passé délinquant.» Jeunes et adultes sont concernées. Leur rôle? Même si

elles ne prennent pas part au combat - pas encore - elles ne restent pas passives, selon la Fribourgeoise, s'appuyant notamment sur les témoignages de parents dont les enfants ont quitté la France pour les zones de combats. «Là-bas, elles ne jouent pas un simple rôle de femme au foyer, mais s'inscrivent activement dans un projet de société qu'on estime voulu par Dieu.» Plus précisément, «elles accompagnent la transition d'un mouvement guerrier sans territoire à un Etat et tendent à le pérenniser, en élevant notamment la future génération

du djihad». Leurs motivations ne sont pas différentes de celles des hommes. On ne doit pas sous-estimer leur dangerosité, met en garde l'universitaire: elles reçoivent un entraînement sommaire aux armes, peuvent jouer un rôle de recruteuse, ont la charge d'élever des enfants représentant potentiellement un futur danger pour l'Occident. «Ce n'est pas parce qu'elles ne combattent pas qu'elles sont moins engagées idéologiquement que les hommes», estime Géraldine Casutt, cassant le mythe de la femme victime. **S.R.**

## 63 départs de Suisse

Ils sont entre 3000 et 5000 partis de toute l'Europe pour rejoindre les zones de djihad, essentiellement en Syrie et en Irak, selon les chiffres Europol de janvier 2015. En Suisse, 63 départs ont été recensés de 2001 à mars 2015, avec une accélération ces dernières années. Parmi ces voyageurs, certains sont encore sur place, circulent dans les régions en conflit, d'autres sont décédés (5 avec certitude). Le nombre de retours en Suisse s'établit à 13, selon le dernier comptage, dont cinq avec certitude, communique le Service de renseignement de la Confédération. **S.R.**



### Therapy for jihadists

The "Aarhus" method : Switzerland is planning to conduct a de-radicalization program. The Danish example is of interest.

When European jihadists return home, whether through prison or not, what about reintegration? And further, how do we avoid the departure of some young people? These issues are of concern in many countries, including Switzerland, which assesses the few de-radicalization and counter-radicalization methods that exist. One of them, executed in Aarhus, Denmark's second largest city, has been the subject of a workshop and a presentation on March 18 at the Palais des Nations in Geneva, to which three Genevan police officers were involved. This was a first in Switzerland, and occurred at the initiative of the International Institute for Peace, Justice and Human Rights, a Geneva-based NGO. In a realm where the threat of terrorism remains intense and the laws harden, the path of reintegration can leave one skeptical.

Established in 2007 after the London bombings and adapted after the events in Syria, the "Aarhus model" is based on a unique collaboration between social services, schools and the police. Hence the diversity of stakeholders: two police officers, a social worker, a psychologist, a senior mentor and twenty mentors, including Muslims. "It is intended to appeal to former jihadists as tutors. This will take time. It all depends on their personal development. And they will be trained for six months," says Preben Bertelsen, professor of psychology at the University of Aarhus, one of the fathers of the program who presented this approach in Geneva.

The beneficiaries must be voluntary. "Should we force them? The question is under debate in Denmark", says the professor.

### Bring them back to Society

The "exit" program is open to Islamist fighters, who are contacted by the police upon their return. An assessment of their trauma and their radicalization level is proposed. Guided by a mentor for months, they are required to set a realistic goal, such as looking for a job or for training. They are taught to structure their daily life based on their network of family and friends. "We are trying to strengthen their social network", explains Preben Bertelsen, "for those whose social bonds are weak have less to lose. "Clearly, the process seeks to give them a key to mainstream society. It is not to 'reprogram' these people, Preben Bertelsen states with nuance: "We are not here to prevent them from being critical. But we must enable them to live in a democracy. [The hope is to] bring them to society." However, the approach may seem surprising. "The political, religious or cultural identity radicalization is not a problem in itself, as long as it remains legal," says the psychologist.

The other component of the program concerns prevention. It is intended to prevent the radicalization of youth and the development of risky behavior or a departure to Syria or

Iraq. Concerned parents can be advised. A workshop was set up in schools. A dialogue has been initiated with the mosque of the city.

How can we evaluate the effectiveness of this method? It is hard to say. Preben Bertelsen ensures that "both prevention and de-radicalization are a success." Departures to combat zones in Syria have decreased significantly, say the city authorities, contacted by email. In 2013, thirty Aarhus inhabitants left, compared to one in 2014 and three since the beginning of 2015, to their knowledge.

Some program participants have nonetheless returned to the field. "But they can convey the message: if they want to come back home, re-enter society, they will not have to deal only with the police. They can be helped by going back to school, for example," says Preben Bertelsen.

### **Useful or too angelic?**

Is de-radicalization a useful or too gracious of a method? John Paul Rouiller, the director of the Geneva Centre for Training and Analysis of Terrorism who was also invited to speak on the issue at the Palais des Nations, is skeptical. "The principle is interesting in order to stop the radicalization of young people likely to leave. On the other hand, to think we can deradicalize those who took up arms and participated in atrocities is illusory. "The former Federal Judicial Police and intelligence identifies two downfalls of the program ." It is not so easy to tell a person indoctrinated they were wrong. And how can we be sure that their conviction can be bent into a neutral factor? "

With twenty years of experience in the field of terrorism, he thinks that the mission is often impossible. He regularly witnesses the same people return, both Swiss and foreign. Unconvinced by the idea of deradicalizing some of them, he reiterates "we must nevertheless consider cases on an individual basis and take account of post-traumatic stress that can make them ticking time bombs".

A point makes him leap: the idea that hard radicalism is not problematic as long as it remains legal. "Some are masters in the art of ambiguity. If they do not leave themselves, they encourage others to leave, "he notes.

The "Aarhus method" raises many questions but has also attracted the interest of countries like France, the United Kingdom, and the United States. And Switzerland? "The Task Force Tetra (note: for Terrorist travelers) is assessing, among other measures, the possible establishment of a de-radicalization and counterradicalization program in our country," said Alexander Rechsteiner, an information officer from the Federal Office of Police. In its assessment work, the Task Force is interested in the experiences of such programs in Europe. It also takes into account the work of the national program for youth and violence.

Since 2011 this program has united Confederation, cantons, cities and municipalities with the aim of improving the effectiveness of violence prevention measures. What institution ( the cantons or the Confederation ?) could implement such a project? This "is also the subject of ongoing evaluation."

### **Small box: 63 Departures from Switzerland**

There are between 3,000 and 5,000 fighters gone from all of Europe to join the jihad, mainly in Syria and Iraq, according to Europol figures for January 2015. In Switzerland, 63 departures were recorded from 2001 to March 2015, with acceleration in recent years. Among these travelers, some are still there, circulating in conflict areas; others died (5 with certainty). The number of returnees in Switzerland is 13 according to latest statistics ( five with certainty), reports the Confederation Intelligence Service

### **Box : Jihad is not only a male issue**

How do we explain the commitment to jihad of women born and socialized in the West? This is the purpose of the work of Géraldine Casutt, a researcher preparing a doctorate in sociology and religion at the University of Fribourg, also invited to speak at the Palais des Nations in Geneva. "There is no typical profile of a Western jihadist woman, or man for that matter. Jihad comes out of ghettos to reach the middle class. Girls are often good students and have no record of criminal offenses . "Young people and adults are concerned. Their role? Even if they do not take part in combat – not yet - they are not passive, according to the researcher from Fribourg, relying in particular on the testimonies of parents whose children have left France for combat zones. "Over there, they do not play a simple role of housewife, but an active part of a societal project believed to be God's will." Specifically, "they accompany the transition from a radical movement without territory to a State, and tend to perpetuate it through raising the future generation of jihadists. " Their motives are not different from those of men. One should not underestimate them, warns the academic researcher: they receive basic training in weapons, play a role in recruiting and are responsible for raising children potentially representing a future danger to the West. "It's not because they do not fight that they are less ideologically committed than men," said Geraldine Casutt, dispelling the myth of the female victim.